

Communauté d'Afrique de l'Est : le discours fédéraliste ne fait plus rêver

@rib News, 20/04/2011 â€“ Source AFPLe discours en faveur de la création d'une future Fédération d'Afrique de l'Est ne fait plus rêver, les Etats de la région étant confrontés à des problèmes internes qui ne permettent pas pour le moment d'envisager une telle union. Réunis mardi à Dar es-Salaam, les dirigeants de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Kenya, du Burundi et du Rwanda, pays qui forment la Communauté d'Afrique de l'Est (East African Community, EAC), ont reconnu que ce projet suscitait "craintes et inquiétudes" chez leurs populations. Pour l'opposant et économiste tanzanien Ibrahim Lipumba, ce retour à la réalité s'explique notamment par les difficultés actuelles du principal apôtre de cet " vangile" fédéraliste, l'Ougandais Yoweri Museveni. Accusé de ne pas laisser d'espace politique à ses concitoyens, Museveni n'est plus moralement qualifié, selon cet universitaire tanzanien, pour parler de Fédération d'Afrique de l'Est. Pour M. Lipumba, plusieurs fois candidat malheureux à la présidentielle en Tanzanie, le règne de Museveni (au pouvoir depuis 1986) se caractérise aujourd'hui par "un déficit démocratique" qui a terni son ancienne image de panafricaniste. "Nos pays devraient d'abord se démocratiser", observe l'universitaire à : "une fédération politique sans cette base serait source de troubles politiques et de désastres. "Un dirigeant qui ne respecte pas la Constitution de son pays ne respecterait pas celle d'une Fédération d'Afrique de l'Est", explique-t-il. Dans le communiqué final de leur sommet, les dirigeants des cinq nations est-africaines notent que l'équipe d'experts mise en place pour recueillir les avis sur le projet a "identifié des craintes, des inquiétudes et des défis". Le sommet a demandé "au Conseil des ministres (de l'EAC) de formuler des propositions concrètes pour venir à bout de ces craintes, inquiétudes et défis, et de faire rapport au prochain sommet prévu en novembre" au Burundi. L'EAC se targue d'une union douanière en vigueur depuis décembre 2005 et d'un marché commun officiellement lancé en juillet en 2010, mais dont la mise en œuvre effective est très lente. Même chose pour la circulation des personnes, limitée entre certains pays. Le président burundais Pierre Nkurunziza a ainsi reconnu la nécessité pour les pays membres de procéder à la mise en place des instruments juridiques nécessaires pour rendre ces textes "pleinement opérationnels". "Pour le moment, ces textes ne profitent pas de façon concrète à nos populations. Certains citoyens ignorent même l'existence de cette communauté", reconnaît un employé k nyan de l'EAC, dont le siège est à Arusha (Tanzanie). Des négociations sont également en cours en vue d'une union monétaire, "un processus complexe", selon les propres termes du président Nkurunziza. Le professeur Lipumba mentionne certains des écueils au processus d'intégration économique et monétaire. "Nos structures économiques n'ont pas de convergence", rappelle-t-il. Il d ploire les décisions protectionnistes de certains gouvernements d'Afrique de l'Est qui "limitent encore l'afflux des marchandises et même des produits vivriers", et dénonce "des barrages à certaines exportations". L'EAC a été crée en 1967 par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, fédération des anciennes colonies britanniques, mais a cessé de fonctionner dix ans plus tard en raison de divergences politiques et économiques. L'EAC était alors pourtant parvenue à un certain niveau d'intégration notamment dans les domaines des politiques monétaires et fiscales, des douanes, de l'enseignement supérieur, de la gestion des chemins de fer et des ports. La communauté a été officiellement reconstituée en novembre 1999, et le Rwanda et le Burundi, deux anciennes colonies belges, l'ont rejointe en 2007.